

Débat thématique : La problématique énergétique en Belgique

Note déposée par le groupe politique MR

L'énergie est un sujet très vaste, un dossier aux implications nombreuses et qui concerne tout le monde. La politique ne peut donc faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur ce thème afin de déterminer les objectifs d'une politique énergétique responsable et les moyens de les atteindre. La problématique de l'énergie comporte deux grands aspects, l'offre (approvisionnement) et la demande (consommation). Il faut tendre vers une moindre consommation et trouver les sources d'énergie assurant une sécurité d'approvisionnement sans faille. Mais toute mesure politique sur un de ces deux aspects doit tenir compte des impacts économiques, environnementaux et sociaux qu'elle est susceptible de générer.

Maîtriser la consommation d'énergie

La meilleure énergie c'est celle qu'on ne consomme pas. Cette phrase citée à de nombreuses reprises au cours des auditions qui ont eu lieu dans le cadre de la Commission des finances et des affaires économiques du Sénat résume bien l'objectif premier d'une politique énergétique responsable. Il faut donc agir sur la demande pour faire baisser la consommation d'énergie. Une longue série de mesures ont été proposées pendant ces débats.

Mais on ne peut, sous prétexte de diminuer la consommation d'énergie, entraver le développement économique ou nuire à la compétitivité de nos entreprises. Des mesures irréflechies, trop contraignantes et prises au seul niveau belge pourraient handicaper nos entreprises. Il faut éviter toute forme de « dumping énergétique » qui conduirait à des délocalisations et à des pertes d'emplois. Il faut préférer les mesures incitatives conduisant à une réduction de la consommation. Le Gouvernement fédéral a, tout au long des deux dernières législatures, montré la voie à suivre dans ce domaine avec une politique fiscale exemplaire. Le Ministre des Finances a pris de nombreux incitants en faveur des investissements économiseurs d'énergie dans les habitations. Ils permettent aux ménages de diminuer leur facture énergétique. La marge de manœuvre demeure élevée dans ce domaine.

Le conseil européen du 15 février 2007 a demandé aux états membres de faire bon usage de leurs plans d'action nationaux en faveur de l'efficacité énergétique. Dans ce cadre, l'amélioration de l'efficacité énergétique doit aussi attirer l'attention de nos chercheurs. En

dehors des investissements économiseurs d'énergie et des changements de comportement induits par des politiques incitatives, il faut stimuler la recherche sur les technologies améliorant l'efficacité énergétique. Pour rappel, le potentiel communautaire d'économie d'énergie, estimé dans le Livre vert de la Commission sur l'efficacité énergétique à 20 % de la consommation par rapport aux projections pour l'année 2020.

Une offre énergétique durable, concurrentielle et sûre.

Quels que soient les efforts fournis par les entreprises, par les ménages et par les pouvoirs publics pour réaliser des économies d'énergie, il reste nécessaire de mettre en oeuvre une politique d'approvisionnement responsable. Cette politique doit passer le triple filtre du développement durable, de la compétitivité et de la Sécurité d'approvisionnement. Autrement dit, chacun de ces aspects doit nous guider dans le choix du mix énergétique optimal.

Nos modes de production énergétiques actuels ne sont pas durables tant en termes de préservation des ressources que d'émissions de gaz à effet de serre. La Belgique a d'ailleurs pris des engagements internationaux précis sur ce dernier point. L'émergence de nouvelles technologies, des incitations économiques et légales, une coopération au développement attentive aux moyens énergétiques peuvent contribuer de façon significative à modifier l'intensité des conséquences de nos habitudes énergétiques.

Si la préservation durable de notre environnement est un objectif, nos choix énergétiques ne doivent pas pénaliser la compétitivité de nos entreprises. Cette contrainte nous impose donc la recherche de sources d'énergie non pénalisantes d'un point de vue économique. Il faut donc prendre garde à ne pas s'inscrire dans une politique qui nous conduirait à privilégier exagérément les sources d'énergies coûteuses. Dans le même esprit, il ne faut exclure aucune technologie dans la recherche du mix énergétique optimal.

Enfin, il est utile de rappeler le rôle de l'Etat pour assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie. La Belgique est entièrement dépendante de ses importations en ce qui concerne le pétrole, ressource concentrée dans un petit nombre de pays souvent instables. La récente crise entre Gazprom et l'Ukraine a, par ailleurs, mis en exergue la vulnérabilité géostratégique de nombreux pays européens pour leur approvisionnement en gaz.

Comment concilier objectifs et contraintes.

Atteindre les objectifs environnementaux en respectant les contraintes économiques et de sécurité d'approvisionnement demande une approche ouverte de la politique énergétique, au dessus des dogmes et des contraintes idéologiques.

Que la Belgique montre l'exemple en matière environnementale est une chose, mais c'est au niveau de l'Union européenne qu'il faut une véritable politique énergétique commune. Il est indéniable que dans les négociations avec les pays producteurs de gaz ou de pétrole, une instance de l'UE aura plus de poids que chaque Etat membre agissant de manière isolée. De la même manière, des objectifs contraignants en matière d'émissions polluantes doivent au moins s'appliquer à l'ensemble de l'Union Européenne. Le MR est de ce fait favorable à une compétence européenne en matière d'énergie et souhaite que la présence de l'Europe sur le plan énergétique international soit renforcée.

Il faut continuer à diversifier nos sources d'approvisionnement. Il faut également promouvoir la production d'énergies renouvelables. Toutefois, l'énergie hydraulique a atteint ses limites et les autres énergies renouvelables présentent un potentiel limité par la morphologie même de notre territoire. De plus, ces dernières présentent un caractère aléatoire qui demande, lorsqu'elles font défaut, la mise en route d'unités de production extrêmement polluantes. Dès lors, la question de la sortie du nucléaire se pose inéluctablement. Le nucléaire produit aujourd'hui 55% de l'électricité en Belgique. Nous n'avons pas actuellement les moyens de remplacer cette capacité de production. Sortir du nucléaire en Belgique pour acheter de l'électricité produite par ce biais auprès de nos voisins français est un leurre. La problématique des déchets et de la sécurité ne laisse toutefois pas indifférents. Il convient d'encourager la recherche dans la matière qui pourrait apporter des solutions et des apaisements à cet égard.

La problématique de l'énergie est un dossier transversal. Il touche tous les aspects de notre vie. La Commission des finances et des affaires économiques du Sénat a eu le privilège d'entendre des acteurs de tous horizons. Elle a pu se faire une idée des nombreuses contraintes liées à chacune des sources d'énergie existantes compte tenu de l'état actuel de la science. Ce dernier paramètre, s'il est incertain, reste la piste la plus prometteuse pour l'avenir.

Vertaling / Traduction

Themadebat : Het energiebeleid in België

Nota ingediend door de MR-fractie

Energie is een heel ruim onderwerp met talloze implicaties, dat iedereen aangaat. De politieke wereld kan dus niet voorbijgaan aan een diepgaande analyse van dit probleem om te bepalen welke de doelstellingen van een van verantwoordelijkheidszin getuigend energiebeleid moeten zijn en hoe men die zal realiseren. De energieproblematiek houdt twee grote aspecten in, het aanbod (de bevoorrading) en de vraag (het verbruik). Wij moeten streven naar minder verbruik en energiebronnen vinden die de bevoorrading risicoloos veilig stellen. Iedere politieke maatregel betreffende een van deze twee aspecten moet echter ook rekening houden met de mogelijke gevolgen voor de economie en het milieu en met de sociale gevolgen.

Het energieverbruik beheersen

De beste energie is die welke niet verbruikt wordt. Deze uitspraak, die vaak werd aangehaald tijdens de hoorzittingen in de commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden van de Senaat, vat goed samen wat het eerste doel moet zijn van een verantwoordelijk energiebeleid. Men moet dus inwerken op de vraag om het energieverbruik te doen dalen. Tijdens de besprekingen werd een hele lijst maatregelen voorgesteld.

Het willen verminderen van het energieverbruik kan echter niet ten koste gaan van de economische ontwikkeling of de competitiviteit van onze bedrijven. Ondoordachte, al te beperkende maatregelen die alleen op Belgisch niveau genomen worden, kunnen onze bedrijven schaden. Wij moeten elke vorm van “energiedumping” voorkomen, die zou leiden tot delocalisaties en banenverlies. De voorkeur moet gaan naar stimulerende maatregelen om het energieverbruik te verminderen. De Federale Regering heeft tijdens de afgelopen twee zittingsperiodes de weg getoond dank zij een voorbeeldig fiscaal beleid. De minister van Financiën heeft vele stimulerende maatregelen genomen voor wie investeert in een efficiënt energieverbruik in de woning. Gezinnen kunnen op die manier hun energiefactuur verlichten. Op dit vlak is er nog veel speelruimte.

De Europese Raad van 15 februari 2007 heeft de lidstaten gevraagd hun nationale actieplannen toe te passen om de energie-efficiëntie te verbeteren. Hierin is ook een rol voor onze onderzoekers weggelegd. Naast investeringen om energie te besparen en gedragsveranderingen ten gevolge van stimulerende maatregelen, moet het onderzoek naar energiebesparende technologieën gestimuleerd worden. Het Groenboek van de Commissie betreffende de energie-efficiëntie raamt het gemeenschappelijke potentieel van energiebesparingen immers op 20 % van het verbruik ten opzichte van de vooruitzichten voor 2020.

Een duurzaam, concurrerend en veilig energieaanbod

Ongeacht de inspanningen van bedrijven, gezinnen en overheid om energie te besparen, blijft het nodig om een van verantwoordelijkheidszin getuigend energiebevoorradingsbeleid toe te

passen. Dit beleid moet de drievoudige filter van duurzame ontwikkeling, competitiviteit en bevoorradingsveiligheid doorlopen. Met andere woorden moet elk van deze aspecten een leidraad zijn in de keuze van de beste energiemix.

Onze huidige energieproductiemiddelen zijn niet duurzaam, zowel wat betreft de grondstoffen als de uitstoot van broeikasgassen. België heeft op dit punt trouwens duidelijke internationale verbintenissen aangegaan. De opkomst van nieuwe technologieën, economische en wettelijke stimulansen, een ontwikkelingssamenwerking die oog heeft voor het energieprobleem, kunnen belangrijke middelen zijn om de gevolgen van onze verbruiksgewoontes inzake energie te beperken.

Hoewel een duurzaam behoud van ons leefmilieu een doelstelling is, mogen onze energiekeuzes niet ten koste gaan van de competitiviteit van onze bedrijven. Deze voorwaarde noopt ons ertoe op zoek te gaan naar energiebronnen die de economie niet schaden. Wij moeten er dus op letten geen beleid te voeren dat te eenzijdig gericht is op het gebruik van dure energiebronnen. Om dezelfde reden mag men geen enkele technologie uitsluiten in de zoektocht naar de optimale energiemix.

Ten slotte is het nuttig te herinneren aan de rol van de Staat in de bevoorradingsveiligheid. Wat aardolie betreft is België volledig afhankelijk van de invoer uit een klein aantal landen die bovendien vaak onstabiel zijn. Wat aardgas betreft, heeft het recente conflict tussen Gazprom en Oekraïne de geostrategische kwetsbaarheid van vele Europese landen in het licht gesteld.

Hoe kan men doelstellingen en beperkingen met elkaar in overeenstemming brengen?

Het halen van de milieudoelstellingen met inachtneming van de beperkingen inzake economie en bevoorradingsveiligheid vergt een open benadering van het energiebeleid, wars van dogma's en ideologie.

België kan wel het goede voorbeeld geven in milieuaangelegenheden, maar een volwaardig gemeenschappelijk energiebeleid moet op Europees niveau uitgewerkt worden. In onderhandelingen met olie- of gasproducerende landen heeft een instelling als de EU ongetwijfeld meer gewicht dan elke lidstaat afzonderlijk. Ook de beperkingen van de uitstoot van vervuilende stoffen moeten minstens voor de hele Europese Unie gelden. De MR is dan ook voorstander van een Europese bevoegdheid inzake energie en wenst dat de aanwezigheid van Europa op de internationale energiemarkten versterkt wordt.

Wij moeten onze bevoorradingsbronnen verder blijven diversifiëren. Ook de productie van hernieuwbare energie moet aangemoedigd worden. Waterkrachtenergie heeft echter haar grenzen bereikt en de andere hernieuwbare energiebronnen kunnen door de aard van ons grondgebied slechts in beperkte mate ingezet worden. Bovendien zijn zij onderhevig aan schommelingen en moeten bij een lage productiecapaciteit uiterst vervuilende productie-eenheden op gang gebracht worden. Onvermijdelijk komt dus de kwestie van de uitstap uit kernenergie ter sprake. In België wordt 55 % van onze elektriciteit door kernenergie opgewekt. Momenteel beschikken wij niet over de nodige middelen om deze productiecapaciteit te vervangen. In België afstappen van kernenergie om elektriciteit van de Franse burens te kopen is een illusie. Het probleem van het kernafval en van de veiligheid laat

ons echter niet onberoerd. Onderzoek ter zake moet aangemoedigd worden om oplossingen te vinden en eenieder gerust te stellen.

De energieproblematiek is een horizontale kwestie. Elk aspect van ons leven heeft ermee te maken. De Senaatscommissie voor de Financiën en de voor de Economische Aangelegenheden heeft het voorrecht gehad actoren met verschillende achtergronden te horen. Zij heeft zich een idee kunnen vormen van de vele beperkingen die verbonden zijn aan elk van de bestaande energiebronnen in de huidige stand van de wetenschap. Deze laatste parameter, hoewel onzeker, houdt de grootste belofte in voor de toekomst.